

FN v19.08.2020



CONVENTION POUR L'ACHAT EN GROS D'EAU POTABLE A USAGE DOMESTIQUE

**PAR LE SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE
A LA COMMUNE DE PRADES**

**POUR LE QUARTIER SALINDRE DE LA COMMUNE DE LABEGUDE ET POUR
LE QUARTIER DE PONT DE LA VIGNE DE LA COMMUNE DE FABRAS**

Entre :

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représentée par son Président, Monsieur Jean PASCAL, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du bureau syndical du 3 novembre 2021 et désigné ci-après, le « SEBA »,

Et

La Commune de Prades représentée par son Maire, Monsieur Jérôme DALVERNY, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal du et désignée ci-après, la « collectivité »,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le SEBA est confronté, de manière marginale, à une difficulté d'approvisionnement en eau potable à usage domestique de secteurs isolés ou difficilement raccordables pour des raisons techniques, économiques ou financières sur le territoire de ses communes adhérentes et, dans le cas particulier, sur le quartier Salindre de Labégude et le quartier de Pont-de-la Vigne de Fabras.

Le plan joint en annexe n° 1 décrit schématiquement cette situation.

La proximité de ces secteurs avec le réseau d'eau potable de la collectivité a permis de réaliser de façon avantageuse, tant techniquement que financièrement, la desserte en eau de ces secteurs. Mais aucune démarche administrative n'a été effectuée pour régulariser juridiquement cette situation.

Les parties conviennent donc de régulariser cette situation et de définir par la présente convention les modalités techniques et financières de cette fourniture en eau.

ARTICLE 1 – CONDITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES DE LA FOURNITURE

Les conditions techniques et financières de la fourniture sont les suivantes :

Quartier Salindre à Labégude :

La fourniture d'eau s'effectue à partir d'une canalisation de Ø mm installée sur le secteur de Salyndre et alimentée par le réseau d'eau potable de la collectivité (les travaux ont été réalisés par la collectivité dans les années 1950 au bénéfice de la commune de Labégude. Ils ont été facturés à la commune de Labégude dans le cadre d'une convention initiale du 12 octobre 1953).

Il sera réalisé un équipement de comptage dont les caractéristiques sont décrites en annexe 2. Ces travaux, estimés à la somme de ... (à voir après visite de terrain commune de Prades/ SEBA), seront réalisés par la collectivité et facturés au SEBA. Seules la fourniture et la pose du compteur resteront à la charge de la collectivité.

Les équipements en aval sont rétrocédés au SEBA. Les canalisations et branchements particuliers seront entretenus et renouvelés par le SEBA.

Se reporter à l'annexe 2.

Quartier Pont de la Vigne à Fabras :

La fourniture d'eau potable est livrée à partir d'une canalisation de Ø intérieur 125 mm installée en limite des territoires de la collectivité et du SEBA.

Le long de cette conduite se trouvent 4 maisons ou groupements de maisons (cf annexe 2).

Pour les maisons isolées :

En l'absence d'une antenne de distribution, la mise en place d'un comptage pour une vente en gros n'est pas envisageable. La conduite principale reste la propriété de la commune de Prades. La part publique du branchement, y compris le système de comptage, sera la propriété du SEBA dès entrée en vigueur de la convention. C'est pourquoi le ou les compteurs des propriétés situées sur la commune de Fabras mais alimentés par le service des eaux de Prades, seront relevés par le SEBA. Ce dernier communiquera les consommations au service des eaux de Prades qui établira une facture au nom du SEBA selon le tarif en vigueur sur son territoire. Le SEBA facturera ensuite le service aux usagers selon son propre tarif.

Pour les groupes de maisons :

Il sera réalisé un équipement de comptage dont les caractéristiques sont décrites en annexe 2. Ces travaux, estimés à la somme de ... (à voir après visite de terrain commune de Prades/ SEBA), seront réalisés par la commune de Prades et facturés au SEBA. Seules la fourniture et la pose du compteur resteront à la charge de la collectivité.

Les équipements en aval seront rétrocédés au SEBA. Les canalisations et branchements particuliers seront entretenus et renouvelés par le SEBA.

Mode de livraison :

Tout volume fourni est comptabilisé par l'intermédiaire d'un système de comptage dont les caractéristiques sont décrites en annexe 2.

Le système de comptage est d'un type agréé par le service des Instruments et Mesures. Il est installé dans un regard dont l'accès sera en tout temps possible aux agents des deux parties.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le système de comptage pourra être déposé et vérifié.

Le coût de la dépose, de l'étalonnage et de la repose sera à la charge de la partie qui aura demandé la vérification.

Il sera entretenu et renouvelé par la collectivité.

Au cas où le système de comptage viendrait à se bloquer, les parties conviennent d'estimer le volume à facturer en fonction de l'historique des relevés précédents.

Qualité de l'eau :

La collectivité s'engage à fournir au SEBA de l'eau d'une potabilité conforme à la législation en vigueur et adressera au SEBA, sur la demande de celui-ci, les résultats des analyses relatives au secteur objet de cette convention.

En aval du point de livraison, le SEBA prend l'entière responsabilité du maintien des critères de la potabilité. Il se charge de la surveillance de la qualité de l'eau distribuée et des éventuels traitements préventifs nécessaires au maintien de la potabilité.

Si pour cause de pollution, la distribution devait être interrompue, sur le secteur concerné par la présente convention, la vente d'eau au SEBA devra l'être dans les mêmes conditions. Le SEBA devra en être informé sur le champ. La collectivité s'engage à transmettre immédiatement au SEBA photocopie de toutes les analyses d'eau déclarées non potables.

ARTICLE 2 – INTERRUPTION DE LA FOURNITURE

La collectivité s'engage à assurer la fourniture d'eau en permanence, sauf en cas de force majeure ou lors d'incidents, travaux ou réparations exigeant une interruption.

Ces interruptions seront portées à la connaissance du SEBA dans les plus brefs délais lorsqu'il s'agit d'interruption immédiate et au moins deux jours à l'avance lorsque l'intervention est programmable. Le SEBA en informe ses abonnés et prend toutes mesures utiles, pendant ou après les coupures pour réduire les désagréments qui peuvent en résulter.

Le SEBA s'engage à supporter ces interruptions déclarant à l'avance renoncer à toute action contre la collectivité et ne réclamer aucune indemnité.

Dans le cas où des circonstances quelconques conduiraient à des restrictions de consommation, les abonnés du SEBA supporteraient les mêmes contraintes que celles imposées aux abonnés de la collectivité.

En cas de pénurie d'eau constatée par la collectivité, et en cas d'impossibilité d'y remédier par le branchement à un autre captage de la collectivité, la fourniture d'eau au SEBA devra être réduite en priorité, voire suspendue.

ARTICLE 3 – PRIX DE LA FOURNITURE

Le tarif pratiqué sera celui en vigueur dans la collectivité **pour ses abonnés domestiques** dans la limite des dispositions réglementaires en vigueur, ce tarif pouvant comporter une part fixe et une part variable. Le tarif sera composé des rubriques suivantes :

1) Au titre du service public de l'eau potable :

- de la part de la collectivité dont le montant est fixé par délibération de son assemblée délibérante ;

- (le cas échéant) de la part du délégataire conformément au contrat et aux éventuels avenants de délégation de service public de distribution d'eau potable de la Collectivité.

2) Au titre des redevances et autres taxes additionnelles :

- Redevances dues à l'Agence de l'Eau (hors redevance pollution);
- Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- Toutes autres taxes ou redevances qui viendraient s'y ajouter ou s'y substituer.

ARTICLE 4 – RELEVÉ, FACTURATION ET REGLEMENT

La collectivité procédera au moins une fois par an au relevé du compteur et adressera au SEBA, à sa convenance, soit chaque semestre, soit chaque année, une facture correspondant à la quantité d'eau potable effectivement enregistrée au compteur. En cas de facturation semestrielle, la facture pourra correspondre à la quantité d'eau potable estimée.

Le règlement de ces factures sera fait par le SEBA dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} ... et prendra fin le 31 décembre 2030.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques objet de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE REVISION DE LA CONVENTION

Les dispositions de la présente convention pourront être revues par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties, si les conditions techniques et/ou économiques de fourniture venaient à changer de façon notable pour la collectivité, et en cas de variation importante des besoins du SEBA.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les litiges et contestations qui pourraient s'élever sur l'application des clauses de la présente convention seront du ressort du Tribunal Administratif de Lyon.


Fait en cinq exemplaires originaux,

A Largentière, le

Le Président du Syndicat des Eaux
du Bassin de l'Ardèche,

Le Maire de la Commune
de Prades,

Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 15/11/2021
Affiché le
ID : 007-250700267-20211103-2021BS090092-DE



Jean PASCAL

Jérôme DALVERNY

PROJET